



Déclaration liminaire CHSCT du 07 octobre 2021

Monsieur le Président du CHSCT

La situation dans les services est tendue pour plusieurs raisons :

- d'une part nous manquons de personnel. Il devient difficile d'accueillir et de répondre correctement aux usagers. Les retards s'accumulent. Sans oublier l'accroissement du risque de commettre des erreurs (vitesse et précipitation ne font pas toujours bon ménage).

- d'autre part la fusion des SIP et des SIE du Puy et de Yssingeaux laisse une part importante des agents dans un flou total. La majorité d'entre eux ne sait toujours pas où elle travaillera en janvier prochain. Elle ne sait pas non plus quelle sera sa mission. Pourtant l'échéance est proche : moins de trois mois. Bercy s'est obstiné dans sa volonté de casser le réseau existant malgré l'opposition des représentants du personnel. Bercy s'est obstiné sans prendre le temps de préparer les choses en concertation avec les agents sur le terrain. Bercy n'a pas non plus donné les moyens nécessaires pour faire les choses correctement.

Voilà où nous en sommes. Alors vous comprendrez aisément que le moral est bas dans les services. Forts de leur conscience professionnelle les agents continuent malgré tout de mener à bien leurs missions. Cependant ils le font sans conviction et sans but. Ça n'est pas simple de se lever le matin et de se dire : « Je vais travailler mais à quoi ça sert ? »

Il s'agit là d'une véritable casse du service public. Quelle sera la prochaine étape ? Une fusion des directions départementales et la création de gros pôles de gestion à distance ?

Où sont le respect des agents et le respect des usagers dans tout cela ? Et que dire de la présence de l'État sur l'ensemble de son territoire pour assurer l'équité des citoyens dans le domaine qui est le nôtre ?

Un autre sujet : les Établissements France Services (EFS). Les EFS sont devenues la priorité du moment. Une sorte de nouvelle lubie passagère de Bercy. Une fois de plus les choses se sont faites dans la précipitation. De telle sorte que dans certains établissements le manque de communication entraîne une fréquentation quasiment nulle. Et là où les usagers se déplacent c'est parfois le manque de matériel qui impacte cette nouvelle mission. A ce stade il ne s'agit pas d'incriminer le personnel des ressources humaines ou celui de la CID. Ces derniers sont peu nombreux et ils font ce qu'ils peuvent pour doter les intervenants du matériel nécessaire. Nous incriminons l'Administration qui n'a pas pris le temps de préparer les choses correctement préférant fermer rapidement les trésoreries.

Au sujet des EFS nous souhaitons ajouter une question divers concernant le matériel mis à disposition des agents.

Nous rappelons une fois de plus que la crise sanitaire a mis en avant un fait connu de tous mais négligé par certains : les CHSCT jouent un rôle important au sein de notre administration. Nous sommes convaincus que le transfert de compétences d'une instance spécialisée (CHSCT) pour les ajouter à celles d'une autre instance (les CT) ne permettra pas de gérer aussi bien les problématiques liées à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail. Il faut du temps pour gérer les sujets qui ont un lien avec les conditions de travail, la sécurité et l'hygiène. Cette instance possède un budget propre. Les interlocuteurs ne sont pas forcément les mêmes que ceux des autres instances. C'est pour cela que la CGT demande le maintien en l'état de cette instance paritaire après 2022.